

Grand débat National : quelles perspectives pour notre territoire ?

13 juin 2019



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le Conseil de développement (CD) du Pays de Vannes

Celui du Pays de Vannes (GIP) depuis 2001
+ celui de chacun des 3 EPCI (2017)



Structure informelle, portée depuis le 1^{er} janvier par Golfe du Morbihan-Vannes agglomération (GMVA).

Budget d'environ 60 000 €, abondé par les 3 intercommunalités
+ 25 000 euros de la Région Bretagne : fonctionnement + animatrice salariée

Membre du réseau des Conseils de développement bretons



Composition :

Environ 90 structures membres (pas d'élus intercommunaux)
Une vingtaine de membres dans le bureau (organe décisionnel)

Travaux

- *Associé à l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI (art CGCT L.5211-10-1.-I.).*
- > Contributions PLUI Questembert Communauté (2018), PDU et SCOT de GMVA (en cours)
- Sur saisine (Charte de développement du Pays, GDN...)
- En autosaisine. En cours : capacité d'accueil du littoral, mobilités, tourisme durable, transition énergétique...

Le Conseil de développement et le Grand débat national - chronologie

Décembre 2018 :

Fin déc : Envois de courriers des CD bretons aux préfets de département et au Préfet de Région pour signaler la disposition des CD à participer au Grand débat national (GDN), déjà annoncé par le Gouvernement

20 : Envoi d'un courrier de Jean-Marie Zeller au Préfet du Morbihan (après validation par les membres en assemblée plénière du CD le **19**)



Janvier 2019 :

15 : Lancement du Grand débat national

17 : Bureau de l'Association des Maires et Président d'EPCI du Morbihan (AMPM)- sollicitation du CD par SMS

18 : Présentation en bureau de GMVA

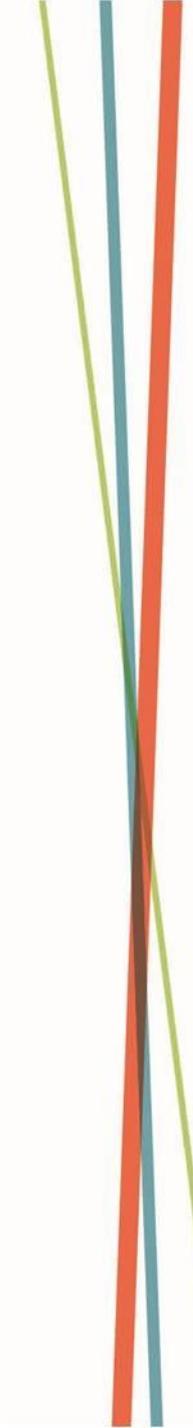
28 : Lettre du Président de GMVA au Président du Conseil de Développement - contact d'Arc Sud Bretagne et Questembert Communauté

31 : Décision du bureau du CD

Février :

6 : Comité de pilotage ad-hoc, choix de la méthode

12 : Première réunion animée par le CD (Baden)



Le Grand débat national dans le Pays de Vannes

- Cahiers citoyens : 52 communes/59*
- Stand de proximité : 2 jours (12/13 mars) au bureau de poste de Ménimur (Vannes)
- 40 réunions dans 20 communes dont 8 animées par le Conseil de développement**

	GMVA	Arc Sud Bretagne	Questembert Communauté
Réunions hors CD	29	2	0
Réunions CD	5	1	2
Communes	12 +3	2 +1	2

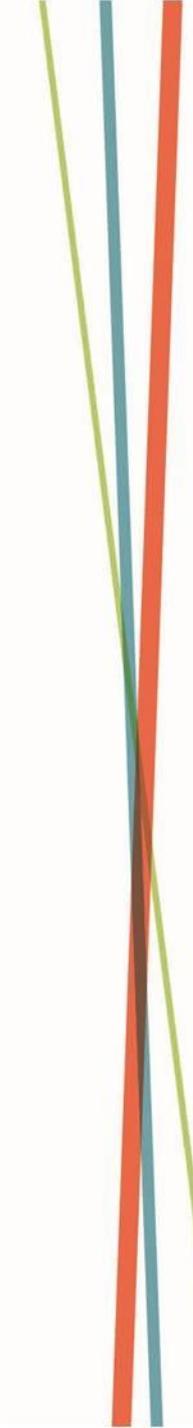
Sources :

* Préfecture du Morbihan

** Site officiel du Grand débat national (annonces et compte-rendus) + presse locale

Le Grand débat en Pays de Vannes





Les réunions animées par le CD sur le territoire

Méthodologie

Règles et principes établis par le comité de pilotage sur la base

- Du mode d'emploi « Réunions d'Initiatives Locales »
- Du rapport « Mission d'accompagnement et de conseil pour le Grand débat national » de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP)
- Du kit « Organiser des débats- Débat national » de la CFDT
- De l'expérience des membres et de l'animatrice



Le grand
débat national
Réunions
d'initiatives locales
MODE D'EMPLOI



MISSION
D'ACCOMPAGNEMENT
ET DE CONSEIL POUR
LE GRAND DÉBAT NATIONAL
CNDP



Cfdt: DÉBAT NATIONAL
Exprimons-nous!

Les réunions animées par le CD sur le territoire - principes pour le CD

Inscription explicite dans le cadre du Grand Débat National

- Mise à disposition de la [Lettre aux Français](#) du Président de la République
- Classement des contributions sous 4 thèmes

Accessibilité territoriale

- Réunions proposées dans les « pôles d'appui » du territoire

Respect et écoute mutuels

- Réunions en plénière : tous les participants entendent toutes les contributions
- Mise à disposition de cartons rouges et verts
- Rappels à l'ordre éventuels

Egalité de traitement

- Pas d'estrade
- « Ecoute active » des élus présents

Liberté d'expression

- Réunions ouvertes à tous
- Catégorie « Autres »
- « Vote » par gommettes en fin de réunion
- Pas de censure sur sujets et propositions

Neutralité du Conseil de développement

- Pas de réactions ou commentaires de l'équipe d'animation
- Pas de censure ou tri dans les comptes-rendus (CR)

Transparence

- Affichage en direct des contributions
- Vérification du CR par volontaire(s)
- Envoi du CR aux participants demandeurs
- Prise de son et d'image signalée aux participants

Les réunions animées par le CD - déroulement

EN AMONT

- Salles mises à disposition/installées par les communes/Questembert Communauté
- Communication : collectivités, médias locaux, membres du CD, site du GDN, Facebook

ACCUEIL

- Documents affichés : charte du GDN, présentation CD, règles du débat + mise à disposition de la Lettre aux Français du Président de la République
- Accueil « républicain » du Maire/élus municipaux quand ils le souhaitent

DEBAT

- Interventions au micro et courtes
- Inscription des contributions sur post-it vérifiés par les orateurs

SORTIE

- Gommettes sur contributions
- Prise de contact mail des personnes souhaitant recevoir les compte-rendus et des volontaires pour la relecture
- Droit à l'image

COMPTE-RENDU

- Rédaction par l'animatrice du CD
- Ajout de notes de bas de page
- Enregistrement sur le site du GDN et envoi aux participants

Exemple de compte-rendu

partir du lycée, s'impliquent dans la citoyenneté, dans le respect de l'environnement là où ils vivent, parce que nous, on ne pourra pas tout changer, c'est eux qui doivent changer les choses ! »

Redonner aux jeunes une envie d'avenir

4

Un participant : « C'est vrai qu'il y a peu de jeunes qui participent au débat mais, pour avoir travaillé avec eux de nombreuses années, je crois que pour ceux qui vont faire partie de la classe moyenne, et de la classe ouvrière, l'horizon est passablement bouché. Ils ne voient pas du tout ce qu'ils vont devenir alors ils vivent au jour le jour, c'est le brouillard, et ils ne voient pas ce que la vie va pouvoir leur offrir. La solution vient peut-être par l'emploi, une vision de l'emploi qu'ils n'ont plus... Quand on entend quasi-quotidiennement des nouvelles sur des entreprises qui ferment, quelle perspective peuvent avoir des jeunes issus d'un milieu moyen ? Ils n'ont pas envie de s'impliquer ! »

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire Prendre en compte le vote blanc

4

5

Un participant : « Je suis partisan du fait que le vote devienne obligatoire.
Il faut que le vote blanc soit accepté et je trouve que c'est le minimum pour vivre en démocratie. »

ELUS

Exiger un casier judiciaire vierge pour tous les élus

20

Une participante : « On demande à bien des professions d'avoir un casier judiciaire vierge et pour les hommes de l'Etat (élus) ce n'est pas exigé et c'est bien malheureux ! »

Halte aux privilèges des élus (retraites...)

12

Un participant : « Moi ce qui m'a choqué, c'était monsieur Debré qui était au perchoir⁴ et a fait voter 6 mois avant sa démission une loi au une personne qui est députée si elle n'est pas réélue, va toucher son salaire pendant 5 ans... Dans une entreprise quelle qu'elle soit quand on travaille 5 ans et qu'on est mis à la porte au qu'on part, on n'est pas payés !

Autre chose, un député qui a un mandat de 5 ans a une retraite de 1500 euros à l'âge de la retraite, le double pour deux mandats...c'est cumulable 4 fois. Une personne qui a travaillé 20 ans va toucher 6500 euros de retraite ! Moi j'ai bossé 47 ans je n'ai pas ça ! »

Députés trop absents

6 1

Un participant : « C'est vrai que quand on voit le train de vie là-haut c'est aberrant ! Il faut arrêter tout ça parce que ça nous coûte très cher ! Je regarde de temps en temps les réunions à l'assemblée l'après-midi on les voit tous en train de regarder leurs téléphones (c'est à se demander si [c'est du travail](#)) et quand il y a des lois à voter, je sais même pas si y a les 50% dans la salle... »

Un autre participant : « Ce qui est choquant c'est que les députés, qu'ils soient présents à l'assemblée ou pas ils ont leur salaire de payé : moi demain je ne vais pas au travail, mon patron il paiera pas ! Je regarde les émissions à la télé et quand on voit des députés qui sont en train de dormir ou de lire leur journal pendant l'assemblée alors qu'ils sont payés c'est lamentable ! »

Réduire le train de vie des élus

2

Préserver la représentativité des élus/préserver la démocratie

2

Un participant : « Je suis étonné des propos qui sont globalement tenus au niveau des élus, des assemblées etc. et je trouve qu'il faut qu'on souligne quand même qu'on est en démocratie, qu'on est dans un pays qui a cette chance. Je pense que nous avons le pouvoir de voter, de choisir les gens qui sont mandatés par nous les citoyens pour faire les choix et qu'il faut garder la démocratie, garder des élus il faut garder des votes »

⁴ - Perchoir - : surnom donné à la Présidence de l'Assemblée Nationale. Jean-Louis Debré a occupé ce poste de 2002 à 2007
⁷ Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.
La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts, pendant 5 ans maximum s'ils ne trouvent pas d'emploi.

Concernant leur retraite, les députés cotisent pendant leur(s) mandat(s) à la Caisse de pensions des députés et anciens députés. La pension est calculée sur le même principe que celle des fonctionnaires.

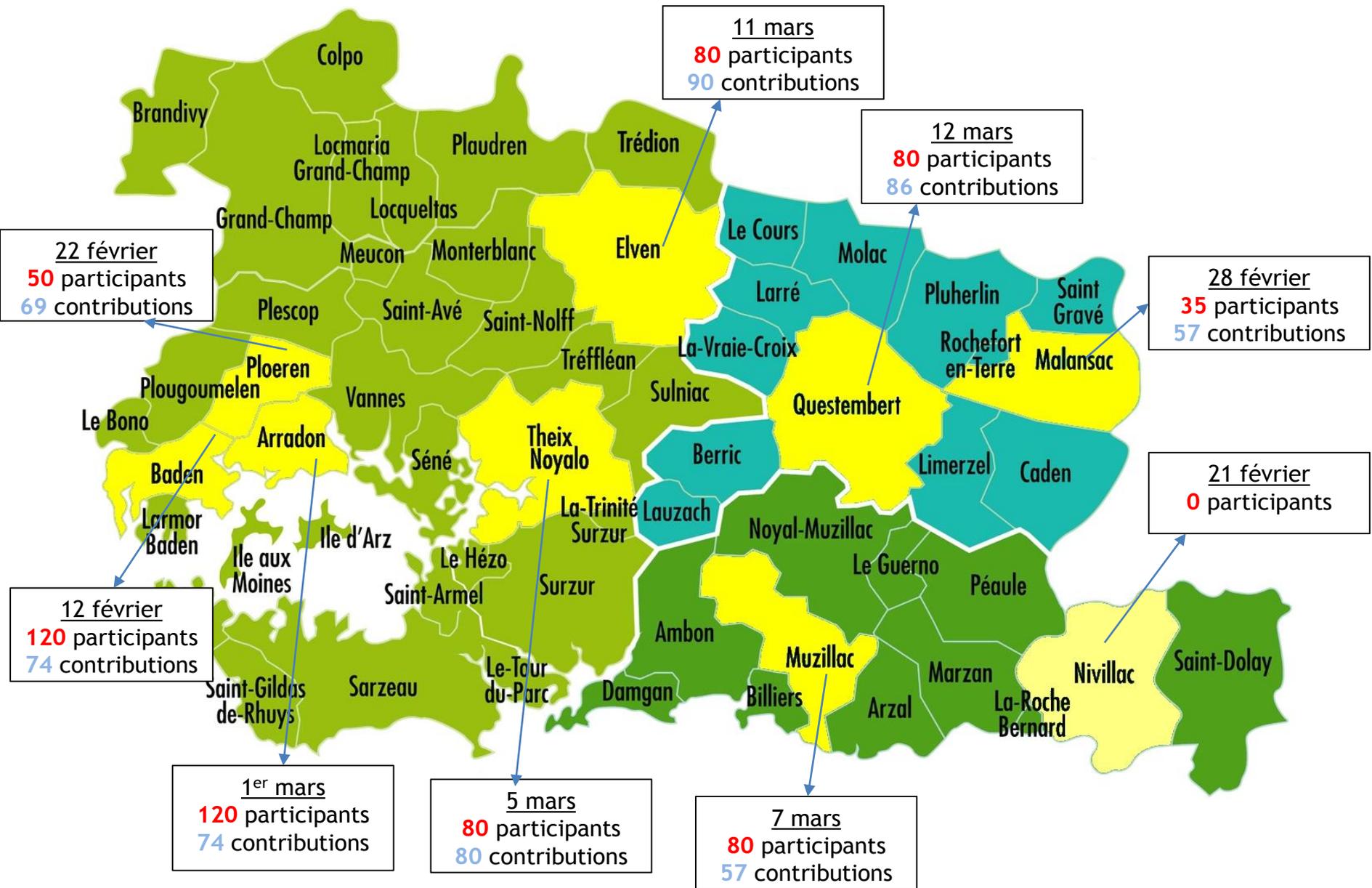
Source : [Assemblée nationale](#)

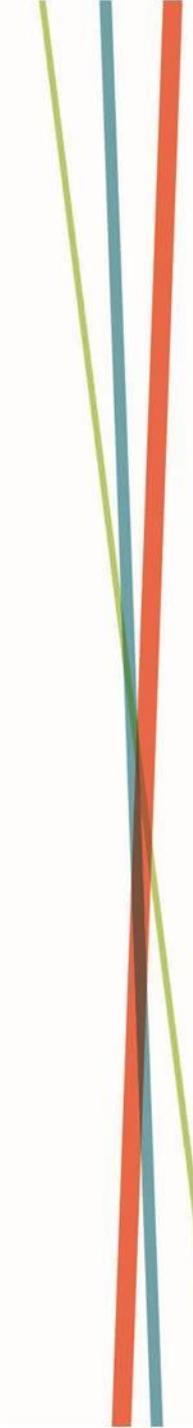
Voir aussi cet article de synthèse du journal [Le Monde](#)

Notes de bas de page :

Compréhension.
Exemple ici :
définition de
« perchoir »

Vérification
d'information.
Ici, le système de
protection sociale
des députés





8 réunions

645 participants

Près de **600** contributions

Type de participants

NB : Constats empiriques: pas d'enquête statistique

Majorité de **retraités**, classes moyennes et +

Parmi les **actifs** : aucun « sans emploi » déclaré

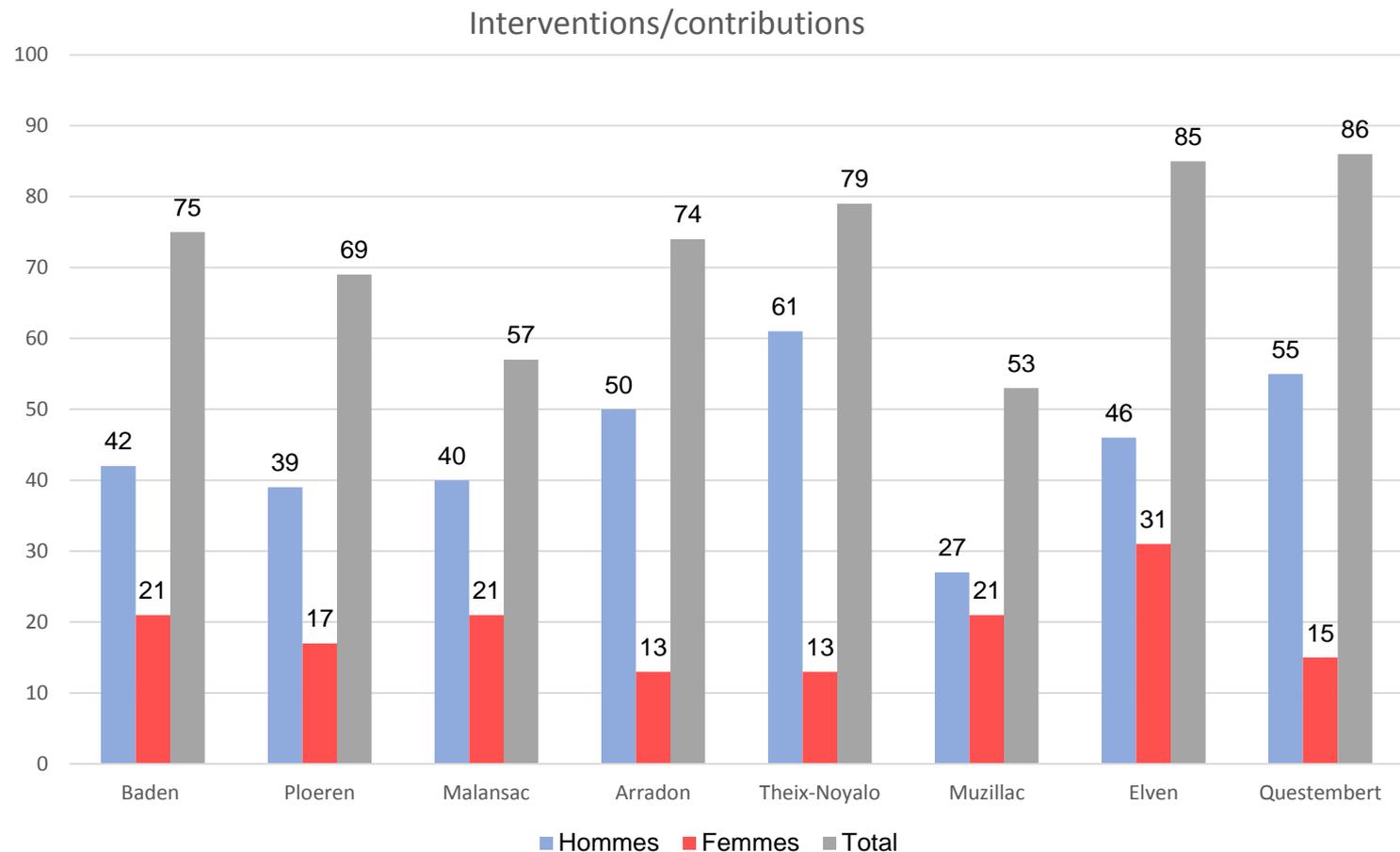
Pas de **précaires** (ou silencieux)

Peu de **jeunes** (mais audibles)

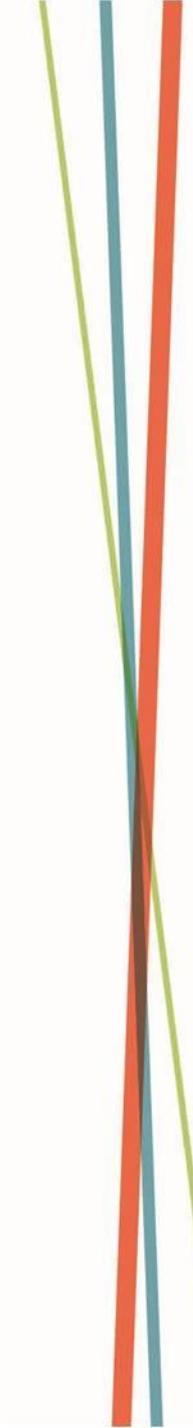
Femmes minoritaires (mais audibles)

Des « **Gilets jaunes** » ou « soutien de » déclarés presque à chaque réunion

Nombre de contributions/intervenants H/F



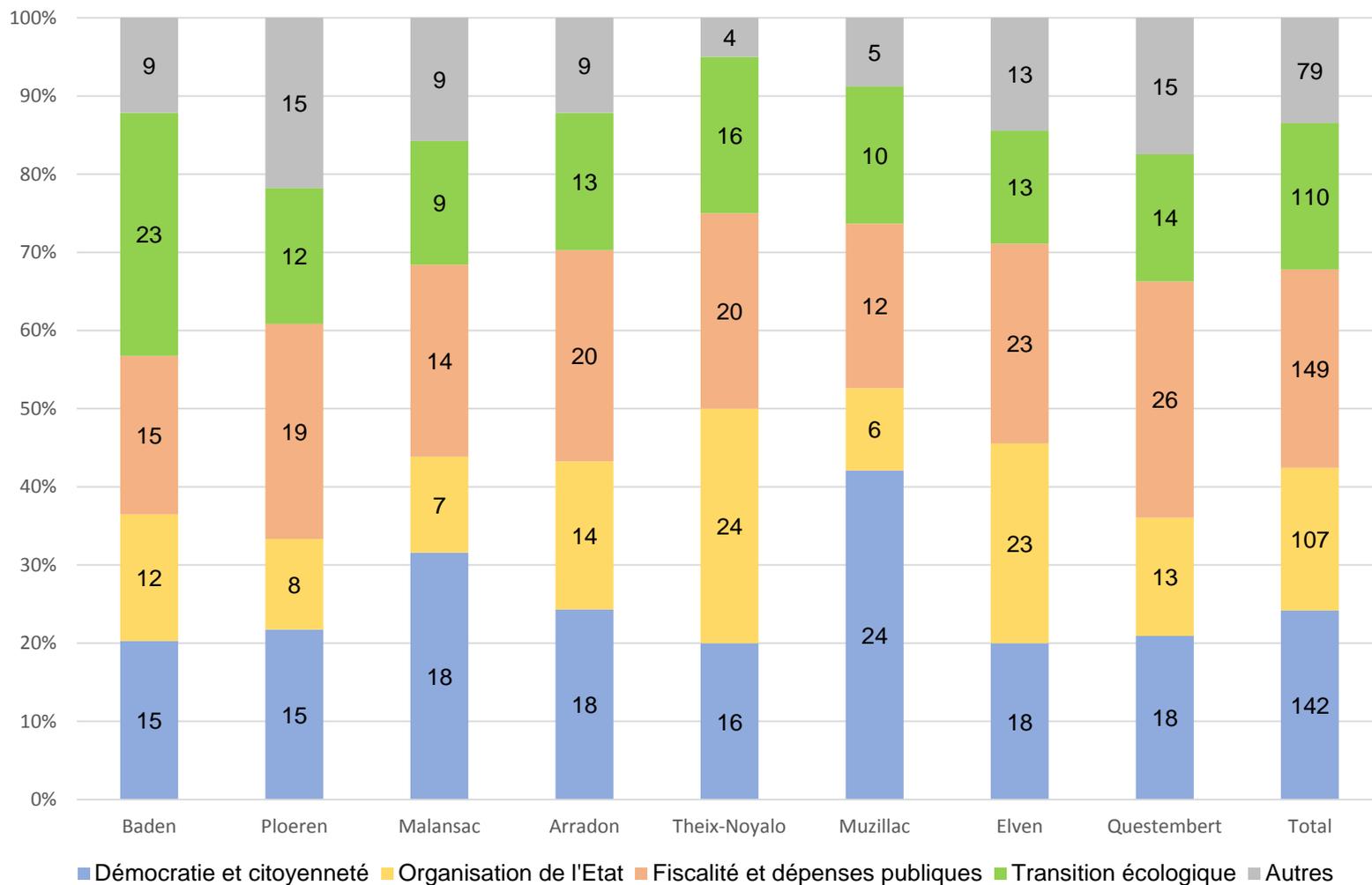
NB : le total représente le nombre de contributions individuelles (affichées sur des post-it) par réunion, certains intervenants ayant fait plusieurs propositions dans la même intervention



Les sujets évoqués

NB : la forme des réunions ne permet pas de prétendre à une représentativité des opinions exprimées.

Nombre de contributions/thèmes



Points principaux évoqués par thèmes

Les *propositions précises* sont indiquées en italique
Les autres sujets regroupent différentes propositions
n'allant pas toutes dans le même sens



= Nombre total de contributions

Les contributions sont les « post-it » apposés sur les panneaux au cours des réunions

Les réactions correspondent au nombre de « gommettes » apposées en fin de réunion, qu'elles soient positives ou négatives

Les extraits de verbatim sont des illustrations, qui ne représentent pas forcément une opinion majoritaire

Organisation de l'Etat et des services publics (1/3)

103



Décentralisation

(21 contributions dans 6 réunions, 113 réactions)

Dont

Echelons à supprimer/renforcer
(Région/Département/petites Communes) (12/4/78)

Réduire le mille-feuilles administratif (3/3/28 réactions)

En ce qui concerne les strates au niveau de l'Etat et de l'administration, ça n'a pas encore été abordé mais avons-nous besoin d'une Région ? d'un Département ? Je pense que le département aujourd'hui ne s'avère pas nécessaire et qu'il est préférable de mettre en place des régions cohérentes sur un plan économique et géographique et de leur donner plus de pouvoir et de budget, qu'elles puissent vraiment décider.

Pourquoi avoir un regroupement de communes et garder les communes ? Pourquoi n'y aurait-il pas une seule commune suffisamment grande, qui ait des délégués pour chacun des quartiers ou des communes qui ont adhéré à l'intercommunalité ? Aujourd'hui, ce sont des doublons qui sont mis en place et des taxes qui apparaissent sur nos feuilles d'impôt et je ne pense pas que ça apporte davantage aux citoyens

Je suis d'accord pour qu'on simplifie le mille-feuilles mais en même temps, il y aurait un besoin de simplification et de clarification des compétences parce qu'on a des domaines où on a l'impression que tout le monde s'occupe de tout. Si on prend l'exemple de l'énergie dans le pays de Vannes, on se rend compte qu'il y a plein de structures qui s'en occupent : on a Morbihan Energies, c'est normal, on a l'Agglo, le PNR...maintenant on travaille sur le SMVM et il s'en occupe aussi. En fait tout le monde s'occupe de ce sujet, il y a un gaspillage d'énergie humaine colossal !

Organisation de l'Etat et des services publics (2/3)

Il me paraît impossible de conjuguer des services publics avec de la rentabilité or c'est ce qui se passe actuellement. Je crois qu'arrivés à un moment, il faut bien voir à quoi, à qui servent les services publics. Ça vaut l'argent qu'on y met ! On parle de la désertification rurale, mais quand tous les services publics s'en vont, les gens s'en vont aussi !

Je pense qu'il faudrait qu'on repense en terme de coûts les services publics au niveau global plutôt qu'isolés. Quand on prend un petit bureau de poste, effectivement il n'est pas rentable, mais il faut savoir si le service au niveau national est capable, avec les excédents de certains lieux, d'entretenir aussi un service de proximité ailleurs.

Sauvegarde des/du service(s) public(s)/fin de l'austérité... (11/6/52)

Je ne sais pas si c'est le cas en Bretagne mais je viens d'un département du centre de la France, le Cantal, où ça devient un véritable désert des services publics. Les gens dans les villages se retrouvent sans plus personne : la Poste, les services fiscaux...il n'y a plus rien ! C'est quand même dommage qu'il n'y ait pas un minimum qui reste en place dans certains bourgs !

Organisation de l'Etat et des services publics (3/3)

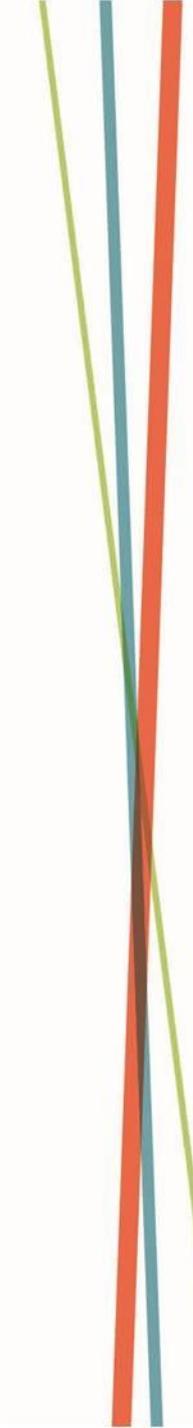
Je trouve que les horaires d'ouverture des services publics sont trop restreints. Quand on travaille, c'est tout juste impensable de poser une journée pour des formalités administratives obligatoires !

On nous demande d'aller sur internet, moi je m'en sors assez facilement mais c'est à la limite du bac pro ou du BTS informatique, alors je me demande comment font les personnes qui n'ont pas internet ou les étudiants, s'ils n'ont pas papa-maman derrière.

Accessibilité des services publics (simplification des démarches, horaires d'ouverture, en ligne ou non...) (10/5/64)

*Maintenant, avoir un interlocuteur dans les services administratifs est très difficile : on a une boîte vocale, on appuie sur # on appuie sur * et on attend des heures. (...) On a supprimé beaucoup d'emplois et on a plus d'interlocuteurs, c'est déshumanisé. »*

Le sens de l'évolution qu'on subit aujourd'hui va vers toujours plus de dématérialisation et je pense qu'autant ça peut amener une réduction donc une optimisation des coûts de ces démarches. Ça peut peut-être laisser une marge pour ce qu'on appelle aujourd'hui les maisons de service public, c'est à dire des services publics qui sont présents dans les territoires ruraux et qui sont en général hébergés dans des locaux de mairie. Je pense qu'on pourrait imaginer des maisons de service public itinérantes qui viendraient un peu comme le camion du boucher venait dans le temps, pour aider les personnes qui ne sont pas à l'aise ou qui ne peuvent pas avoir accès et éventuellement leur tenir la main pour effectuer toutes ces démarches



Organisation de l'Etat et des services publics

Question soumise aux participants :

Que faites-vous pour améliorer l'accès aux services publics dans vos communes ?

Fiscalité et dépenses publiques (1/2)

148



Renforcer la Cour des Comptes (4 contributions dans 4 réunions, 30 réactions)

L'ISF a été supprimé pour remplacer par l'impôt sur la fortune immobilière⁶ (IFI) accompagné de la flat tax⁷, qui plafonne l'imposition des dividendes, moi je suis pour le rétablissement de l'ISF, je trouve que symboliquement c'est très important. C'est sûr que macro économiquement ça n'apporte pas grand-chose, 5 ou 7 milliards mais ça correspond à peu de gens très très aisés et symboliquement c'est indispensable

Comment se fait-il que chaque année, les gouvernements prennent de moins en moins en compte les recommandations de la Cour des comptes, chaque année on a plus du tiers de ses remarques qui ne sont pas prises en compte : que le gouvernement s'engage à les appliquer !

Rétablissement de l'ISF (5/5/24)

TVA (augmentation sur les produits de luxe, 0% sur les produits de première nécessité...) (8/5/32)

La fiscalité (...)était basée sur les biens et services, or, aujourd'hui je pense qu'on pourrait imaginer qu'elle soit basée sur la santé en général. Ça permettrait d'avoir peut-être un système de TVA à 0% pour les biens de consommation courante et beaucoup plus élevées pour des biens qui nous empoisonnent la vie. Je vous donne un exemple : les fruits et légumes, les médicaments 0%, mais tous les plats cuisinés, les sodas...vous récupérez là-dessus.

Je voudrais qu'il y ait un impôt pour tout le monde, finalement on est que 46% à payer des impôts en France et je trouve que ce n'est pas normal. En plus, c'est la classe moyenne qui paye le plus, proportionnellement.

Impôts pour tous (5/5/32)

Fiscalité et dépenses publiques (2/2)

Harmonisation fiscale en Europe (5/5/34)

Moi je pense que les critères d'une fiscalité c'est qu'elle soit juste équitable et solidaire.

Équité fiscale (6/6/17)

Quand on voit par exemple que l'Irlande a voté une disposition pour que Apple paye 0% d'impôt s'ils viennent chez eux... donc ma proposition elle est que les citoyens se mobilisent le plus possible pour exiger de l'Europe qu'on aille vers une harmonisation fiscale, parce qu'on sait qu'il est difficile au niveau d'un état de lutter contre ça.

Niches fiscales (réduction, suppression...) (12/7/38)

Dans le sens de plus de justice fiscale et donc de solidarité, je demande la suppression de tous les dispositifs qui favorisent les fraudes fiscales et des niches fiscales qui ne rapportent rien au budget de l'Etat.

Transparence fiscale (12 contributions dans 7 réunions, 38 réactions)

Je voudrais recevoir une espèce de compte-rendu une fois par an pour savoir où vont les impôts que je paye, par rapport, en quoi je participe au service public.

Je pense qu'il faudrait mieux connaître ce que les choses coûtent : combien ça coûte une opération d'appendicite ? combien ça coûte une année de collégien ? Je crois que très peu de gens le savent et ça fait, à mon avis, aussi partie de la citoyenneté et de la démocratie, pour revenir au premier sens du mot « démocratie » qui est le pouvoir par le peuple.

Je ne pense pas qu'on soit contre le fait de payer des impôts si c'est fléché correctement. Donc connaître réellement le devenir des impôts et pas seulement en nous disant « le budget de l'Etat c'est tant de milliards pour l'Education nationale, tant de milliards pour ceci... ». Non, c'est connaître réellement, point par point, la destination des sommes !

Fiscalité et dépenses publiques

Question soumise aux participants :

Quelles explications données aux contribuables dans votre commune sur son budget et ses recettes ?



Fiscalité/financement (aides aux particuliers et entreprises, TVA modulée...) (7 réunions dans 26 contributions, 130 réactions)

Dont *Taxation de tous les carburants (Kérosène, fuel lourd...)* (7/7/41)

On taxe fortement l'essence, le gasoil, il n'y a rien à dire là-dessus, par contre on taxe pas le kérosène on taxe pas le fioul lourd, très néfaste, des cargos qui nous amènent des containers venant de Chine alors qu'on pourrait très bien fabriquer ça chez nous, donc il faut taxer cela aussi parce qu'un porte-container qui vient de Chine pollue davantage que toutes les voitures qu'on a en France.

Déplacements/transports (7/23/118)

Dont Transports collectifs (5/9/50)

*- Je pense que ce n'est pas parce que c'est pire ailleurs qu'il faut pas faire des efforts de notre côté : pour les voitures, l'idéal serait de privilégier les transports en commun et donc d'en mettre en place qui desservent plus.
- Il faudrait développer effectivement les transports en commun mais surtout une gratuité des transports en commun, ce qui est fait dans certaines villes et les gens l'utilisent. Donc plus de transports en commun, avec un nombre important de navettes - qu'on ait pas qu'une heure pour aller à Arradon par exemple - et que ça soit gratuit !*

Transition écologique (2/2)

Energies (7/15/66)

Dont Développer les énergies renouvelables (principe + débat éolien/nucléaire/hydrolien...) (5/9/39)

Un préalable : avant de développer des sources d'énergie renouvelables il faut avoir une politique volontariste d'économies d'énergie : "le kWh le plus efficace c'est celui qu'on ne consomme pas". Une telle politique est bonne : bonne pour la planète mais également pour l'emploi et contre la précarité sociale. C'est vraiment une priorité avant de développer de nouvelles sources d'énergie !

Agriculture (6/13/71)

Dont interdiction/nouvelles normes glyphosate et pesticides (3/3/34)

J'aimerais que nos élus aient le courage de voter enfin la suppression du glyphosate à court terme. On est là face à une vraie catastrophe : la moitié des espèces animales sont en train de disparaître, les humains sont malades et tout le monde le sait, donc qu'est-ce qu'on attend ? Pour moi c'est un crime contre l'humanité !

Transition écologique

Question soumise aux participants :

Comment est prise la nécessité de transition écologique dans les politiques publiques ? Comment les citoyens y sont-ils associés ?

Démocratie et citoyenneté (1/2)

142



Modalités de votes (39 contributions dans 8 réunions, 190 réactions)

Dont

Vote obligatoire (8/7/49)

Prise en compte du vote blanc (7/7/53)

Introduction de la proportionnelle (5/7/15)

Les Gilets jaunes ont parlé de referendum, je crois qu'il faudrait commencer par demander aux gens de voter et de voter obligatoirement parce que sinon ce sera toujours l'éternel problème et c'est un moyen aussi de reconnaître le vote blanc. Il y a des règles évidemment à établir -peut être une limite pour être élu- mais au moins ça permettrait d'obliger les gens à s'exprimer. Parce que là on parle de justice dans beaucoup de domaines mais la première des justices aussi c'est que tout le monde contribue.

Qu'on mette une part de proportionnalité dans l'élection des députés ! Comment, à l'heure actuelle, on peut avoir certains partis qui représentent une proportion de la population, qui sont très faiblement, voire pas représentés du tout à l'Assemblée Nationale ? Est-ce représentatif de la réalité de la population ? Même si on n'est pas forcément d'accord avec les idées que véhicule un parti, s'il y a un certain nombre de personnes qui le soutiennent, il faut qu'il soit représenté !

Exemplarité des élus (64/8/271 réactions)

Dont

Baisse des indemnités (8/6/47)

Casier judiciaire vierge (5/5/21)

Sur la baisse des dépenses publiques, on peut déjà partir sur la baisse des revenus de nos élus, je parle plutôt du gouvernement que des élus locaux. On va me dire que ça ne va pas représenter une économie importante mais ce serait bien qu'il y ait un effort qui soit fait par eux et ça nous permettrait de nous sentir peut-être mieux représentés par des gens qui sont « plus honnêtes ». La baisse de leurs revenus et aussi de leurs privilèges comme par exemple le financement des obsèques de leur famille, la gratuité de certains transports, des logements de fonction...

Je suis agent de sécurité et nous, on nous demande d'avoir un casier vierge, on a tout un dossier à faire et les fonctionnaires c'est pareil donc il faudrait faire pareil pour les élus : un casier judiciaire vierge !

Démocratie et citoyenneté (2/2)

Référendum d'Initiative Citoyenne (14/8 / 62)

L'idée du RIC , c'est que n'importe quel citoyen qui peut fédérer une partie de la population, que ce soit pour créer des lois...(...) Aujourd'hui notre pays peut nous donner les moyens, quand on a des causes qui nous tiennent vraiment à cœur de pouvoir les défendre (...) en sachant que je parle de tous les ric possibles : révocatoires...pour moi c'est la seule vraie solution pour mettre tout le monde d'accord et que tout le monde ait son mot à dire de manière intelligente que ce soit démocratique

Conditions 6/13/3
Dont
Application locale 2/2/8

Je trouve que le RIC est une bonne idée mais qu'il faut bien déterminer les sujets sur lesquels il peut être utilisé. Il faut également fixer également un nombre de signatures minimum relativement important et surtout, que le résultat de ce référendum soit entériné à la condition que la participation soit au moins de 50% pour qu'on ne se retrouve pas avec un référendum applicable avec une participation réduite

Je pense qu'il faudrait baisser le nombre de députés et sénateurs, ça permettrait de faire des économies parce que tout ça nous coûte cher et souvent on les voit dans hémicycle à dormir ou à jouer avec leur téléphone...

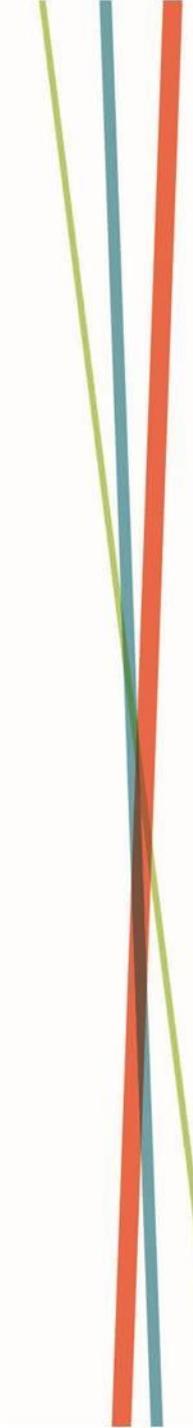
Baisse du nombre d'élus (5/5/15)

Démocratie locale (49/5/49)

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, il y a des réunions publiques d'information mais tout est déjà plié. On nous informe sans nous donner à un moment de possibilité d'échanger. Je pense que les gens demandent à élaborer des projets avec les élus pour qu'ils soient de meilleure qualité.

On n'a pas tellement de regard sur les projets intercommunaux ni sur les équipes donc il faudrait associer les citoyens à la gestion intercommunale, je pense que c'est le meilleur endroit où on peut discuter des projets aujourd'hui, ce n'est pas dans la commune. Que les citoyens puissent être dans tous les groupes de travail, que ce soit ceux des communes, des intercommunalités, des départements, de l'Assemblée Nationale, du Sénat...

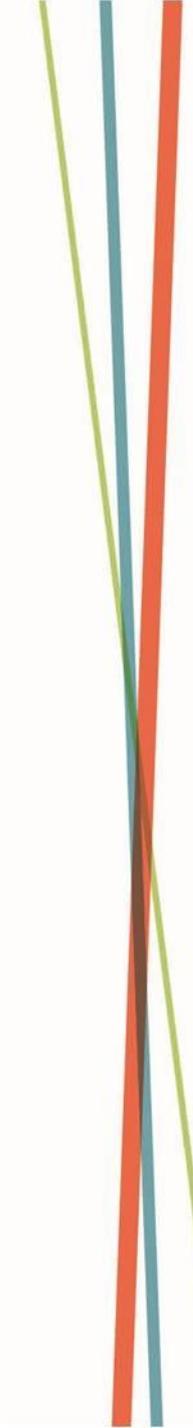
Aujourd'hui , l'intercommunalité ayant pris de l'importance sur les décisions locales, ce serait bien qu'il y ait des comités citoyens associés et qu'on soit associés à un projet intercommunal en obligeant les gens qui se présentent à l'intercommunalité de soumettre un projet aux citoyens



Démocratie et citoyenneté

Question soumise aux participants :

Comment faire vivre la démocratie localement ? Comment améliorer la démocratie locale ?



Et maintenant ?